



**CHAMBRES  
D'AGRICULTURE**  
NORMANDIE

Groupe Prospective  
Maryline Michaud  
Philippe Legrain  
Raynald Le Nechet  
Michel Lafont

# *Note de* **Conjoncture** — **économique**

**A v r i l 2 0 0 6**

**LAIT**

La baisse des cours se poursuit

**PORC**

Marché fluide et prix rémunérateur

**OMC**

Les négociations du printemps  
n'avancent pas

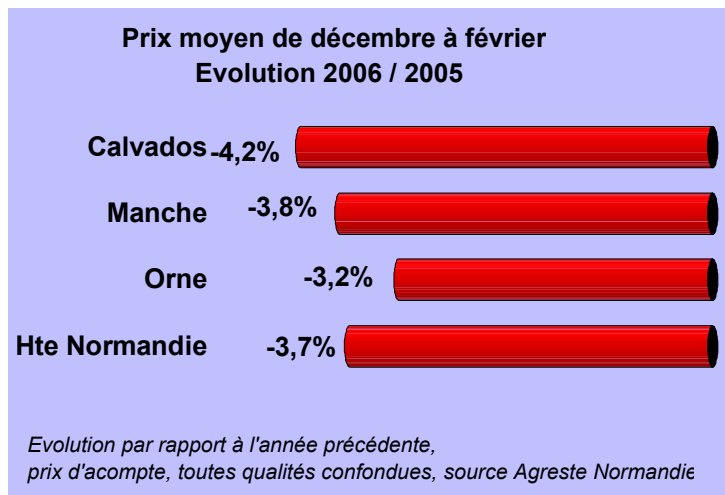
# Marchés laitiers

## ● Prix du lait à la ferme : La baisse se poursuit

Le prix moyen payé au producteur sur les trois derniers mois connus (déc05-fév06) est en baisse annuelle de 3,8 %

La baisse du taux de MG se poursuit et la légère hausse de TP ne suffit plus pour atténuer la baisse du prix de base.

La nouvelle recommandation nationale d'évolution du prix de base pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 n'est pas encore connue. Elle pourrait avoisiner une baisse de 9,9 €/1000l, auquel il faut ajouter 1,05 € par tranche de flexibilité. La plupart des laiteries normandes se situent dans la seconde tranche, ce qui induirait une baisse moyenne du prix du lait normand de - 4,2 %

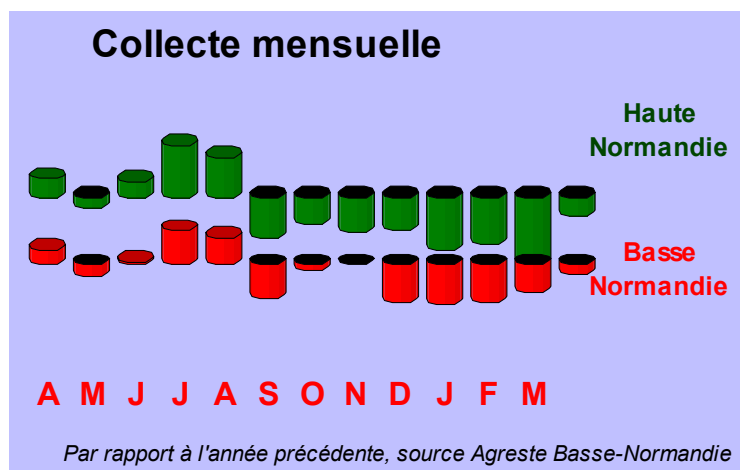


## ● Collecte : - 0,8 et - 1,4 % sur la campagne 2005/2006

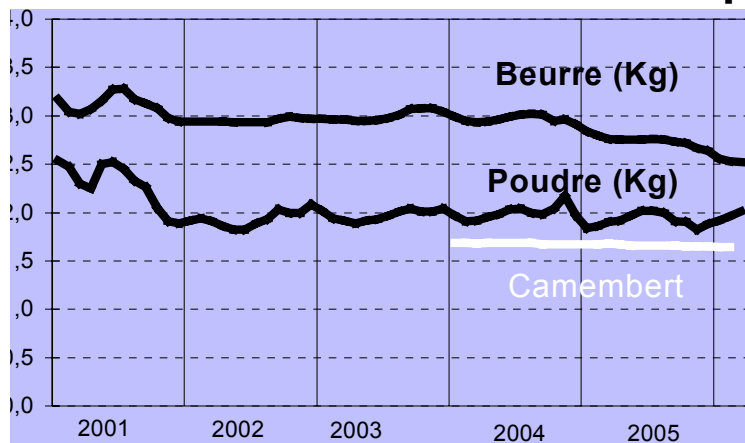
En cumul sur 12 mois, la collecte bas-normande de la campagne 2005/2006 est en baisse de 0,8 % par rapport à la campagne précédente, la collecte haut normande régresse de 1,4 %.

L'arrivée tardive du printemps a décalé les mises à l'herbe et n'a pas permis une reprise des livraisons, amputées depuis décembre par des réformes anticipées du fait du découplage de la Prime à l'abattage début 2006.

Comme pour les deux campagnes précédentes, la France devrait être largement en dessous de sa référence.



## ● Produits laitiers : érosion du prix du beurre



Prix sortie laiterie, sources : ONILAIT, Agreste - Le bulletin .

Beurre : Le prix du beurre s'ajuste régulièrement à la baisse et suit la réduction du prix d'intervention décidée par la réforme de la PAC. Celui-ci baissera à nouveau de 7 % au 1<sup>er</sup> juillet 2006.

Poudre : La poudre de lait écrémé bénéficie d'une demande plus dynamique que le beurre.

Il est aujourd'hui difficile de prévoir l'impact qu'aura l'augmentation de 0,5 % du quota et l'attitude des nouveaux Etats membres vis à vis des quotas.

Fromages : fabrications en hausse récente (janvier), consommation française en baisse en volume et en valeur, excepté pour les pâtes pressées cuites.

Desserts : hausse des fabrications tirées par une consommation dynamique; alors que les fromages blancs régressent dans les achats des ménages français.

# Marché du sucre

## ● Prix mondial du sucre : un marché à la hausse

Le marché mondial du sucre est en forte hausse : + 200 % en 2 ans.

L'Organisation Internationale du sucre, explique cette hausse par :

- \* la flambée des cours du pétrole qui incite à l'incorporation de produits substituables, dont l'éthanol ;

- \* l'incapacité des plus gros exportateurs (comme le Brésil, 1er producteur mondial) à produire plus ;

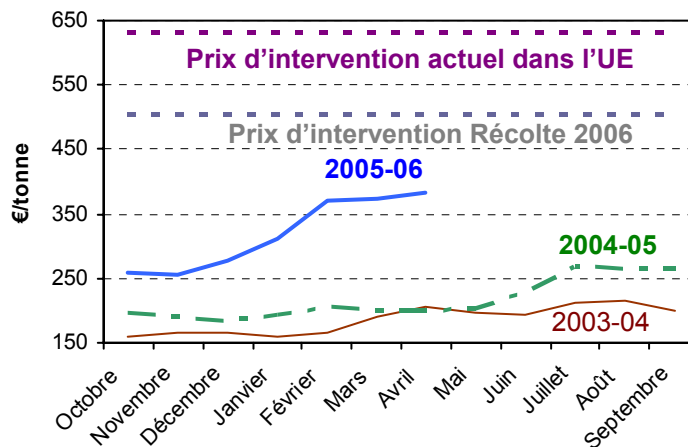
- \* un niveau de consommation mondiale supérieur à celui de la production depuis plusieurs années ;

- \* La remontée des cours du réal brésilien qui rend le pays moins compétitif que dans le passé ;

- \* l'intérêt des fonds d'investissement pour les matières premières qui crée des comportements plus spéculatifs ;

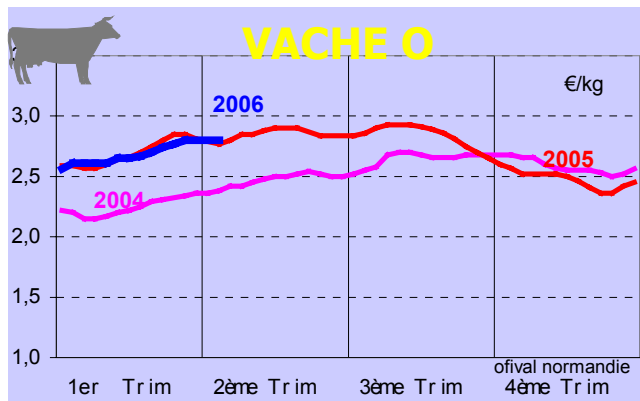
- \* et, enfin, un phénomène d'anticipation de la réforme de l'Organisation Commune des Marchés (OCM) du sucre dans l'UE qui réduit son niveau de production et pesera donc moins sur le marché mondial.

Le prix mondial du sucre à son plus haut niveau  
(Cours du sucre blanc FOB Londres)

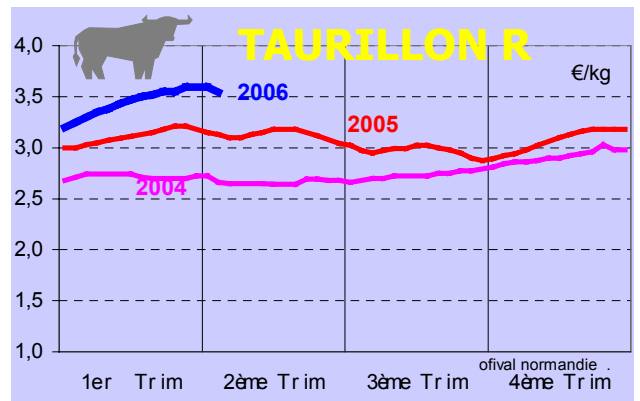


Source : AGRESTE Le Bulletin, FIRS.

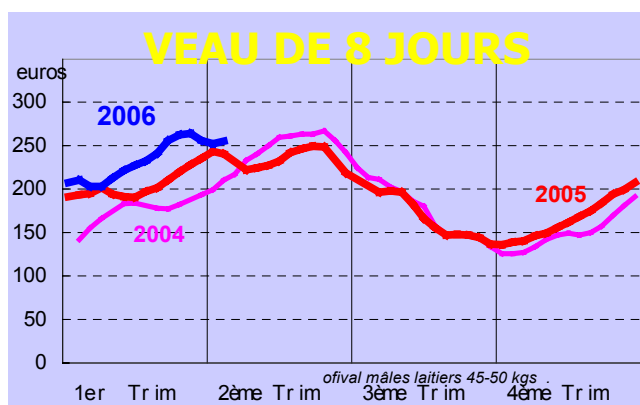
# Marchés des Viandes



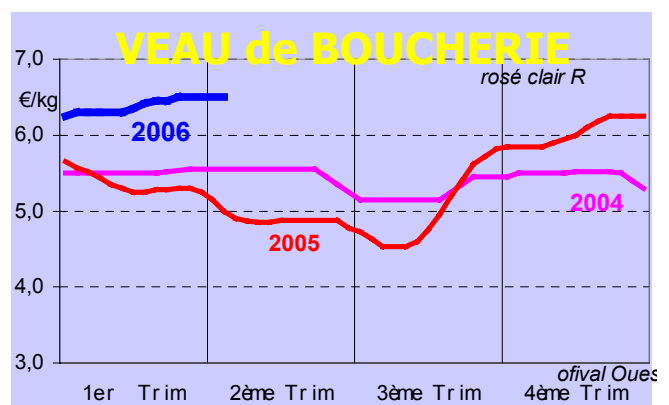
Les prix des vaches restent très élevés. La fin de l'année 2005 avait connu des abattages plus nombreux pour profiter de primes à l'abattage avant le découplage. Le début 2006 a vu un reflux des abattages et une grimpe des prix. La fin de la campagne laitière, en sous réalisation, n'a pas non plus stimulé les réformes. La remise progressive sur le marché des vaches britanniques n'a même pas fait vaciller les cotations.



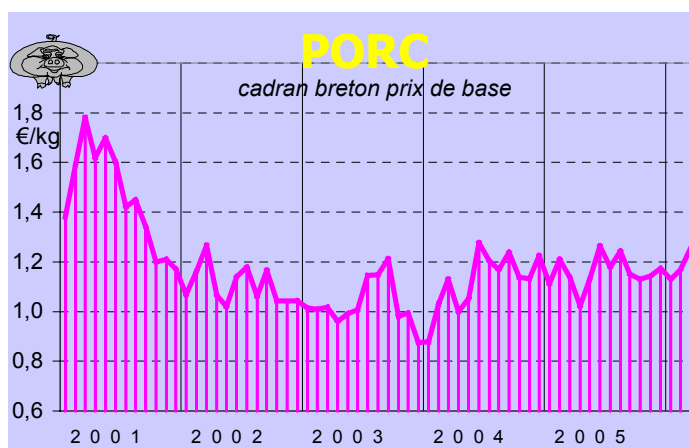
Les prix des taurillons battent des records : + 30 cts par rapport à 2005. La demande est très forte sur le Sud de l'Europe, où la viande rouge s'est substituée massivement à la viande de volailles. En face, les disponibilités dans les ateliers d'engraissement sont limitées.



Les prix des veaux laitiers flambent depuis le début d'année. La remontée saisonnière des prix a été beaucoup plus rapide et précoce que les années précédentes. C'est la forte demande pour l'engraissement en veau de boucherie qui tire ainsi les prix vers le haut.



Le secteur du veau de boucherie connaît une conjoncture des prix exceptionnelle. La consommation est dynamisée par le report des viandes de volaille. Les trois pays fournisseurs (France, Pays-Bas, Italie) ont une production qui a au contraire reculé, d'où la flambée des prix.



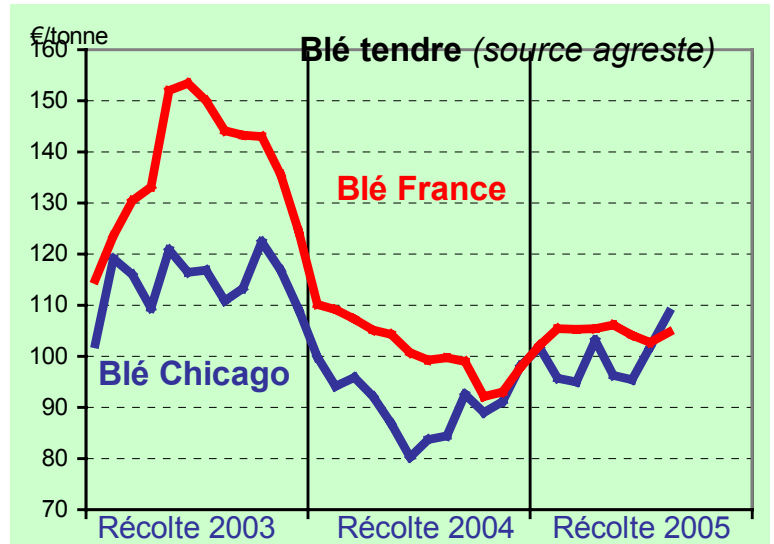
Les cours du porc au cadran n'ont pas fléchi comme c'est souvent le cas durant le premier trimestre. Le contexte sanitaire très particulier (influenza aviaire, fièvre aphteuse) qui affecte d'autres productions carnées et la demande soutenue des nouveaux états membres, combinée à une offre limitée, expliquent cette situation favorable. La production française de porcs charcutiers est prévue en baisse sur l'ensemble de l'année 2006 (- 0,7 %). La production européenne à 25 progresserait de 0,9%. Selon le MPB, les producteurs français, allemands et espagnols bénéficient de cours identiques. Les prix d'acompte danois sont bas et reflètent la prudence face à la compétition féroce sur les marchés des pays tiers.

# Marchés des Céréales

## Blé tendre : Des prix compétitifs

Suite à une vague de froid, l'offre de blés de la Mer Noire sur les marchés mondiaux s'est contractée, conduisant à une hausse des cours. La hausse du dollar a aussi induit une hausse des cours des blés américains. Ces deux faits conjugués profitent au blé européen, dont la compétitivité s'améliore. Par conséquent, la Commission a diminué le niveau des restitutions de 9 à 3 € par tonne.

Même s'il est trop tôt pour attribuer les faits observés à la grippe aviaire, ses impacts sur le marché français posent questions. En janvier 2006, une légère baisse d'incorporation par les fabricants d'aliments du bétail a été observée. Ainsi, une baisse comprise entre 10 % et 30 % de la fabrication d'aliments de volaille représenterait entre 0,3 et 0,8 MT en moins de débouchés pour les céréales.

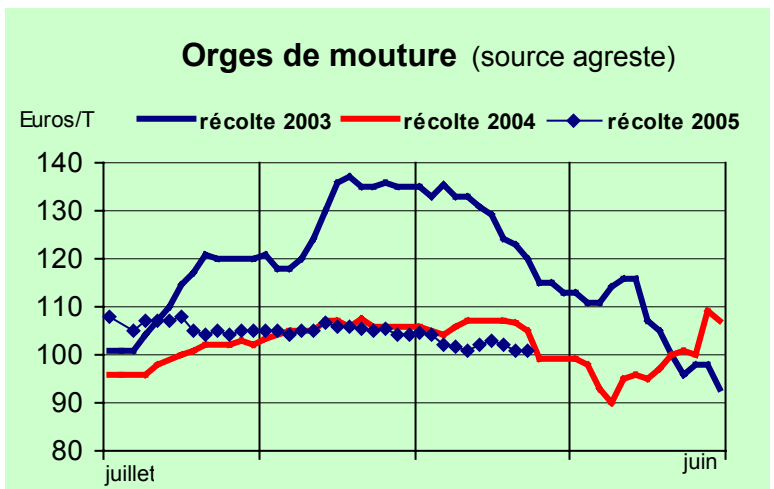


## Orges : peu d'activité

Dans un contexte de marché calme, les cours de l'orge s'établissent à 101 €/t soit un cours inférieur observé en début de campagne (105-107 €/t)

Au niveau des stocks de fin de campagne, une légère progression est constatée de + 0,3 MT par rapport à l'an dernier, en raison d'une baisse des exportations intra européennes.

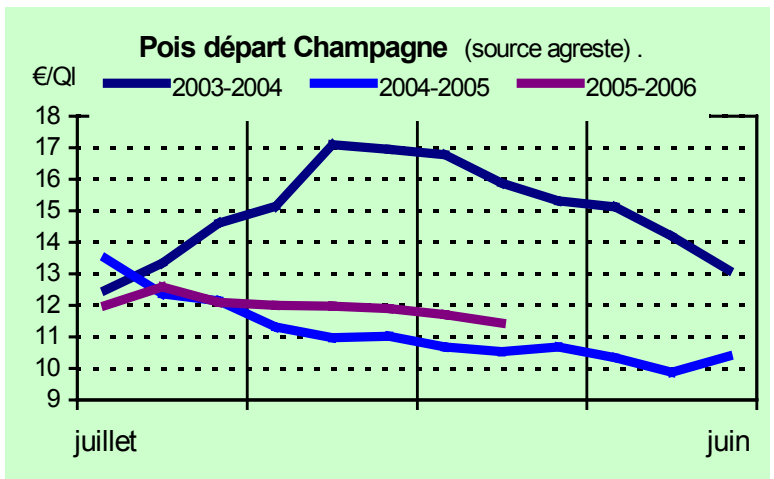
Même si le froid a freiné la concurrence des orges de la mer Noire, les orges européennes souffrent de la concurrence Australienne et Canadienne qui capte une partie du marché saoudien.



## Pois : marché peu animé

En début de campagne, les cours observés se stabilisaient aux alentours de 120 €/t. Depuis novembre, les cours du pois sont orientés à la baisse pour s'établir à 114,5 €/t

L'UNIP anticipe un recul de la demande en pois français face à l'arrivée de pois argentin sur le marché nord de l'Europe. De plus, le Canada enregistrerait pour la récolte 2006 une hausse de ces surfaces (+ 3%/2005) malgré des stocks prévus de fin de campagne élevé. En 2005/06, les marchés à l'export (Espagne, Chine, sous continent indien) avaient enregistré une forte hausse des ventes par rapport à 2004/05.



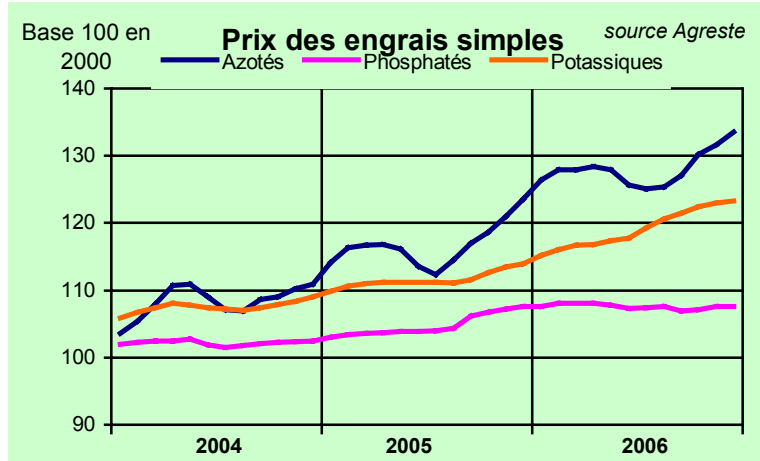
# Consommations intermédiaires

## ● Engrais : Toujours en hausse

Le prix des engrais azotés progresse de 6% en janvier 2006 par rapport à janvier 2005, suivant l'augmentation du prix du pétrole. En effet, le prix du gaz naturel indexé sur le cours du pétrole compte pour moitié dans le prix de revient des engrais azotés. Le décalage pour la répercussion est de 6 mois.

Les prix des engrais phosphatés sont plus stables mais ils sont à leur plus haut niveau depuis 2000.

Les engrais potassiques progressent de 8 % en janvier 2006 par rapport à janvier 2005.

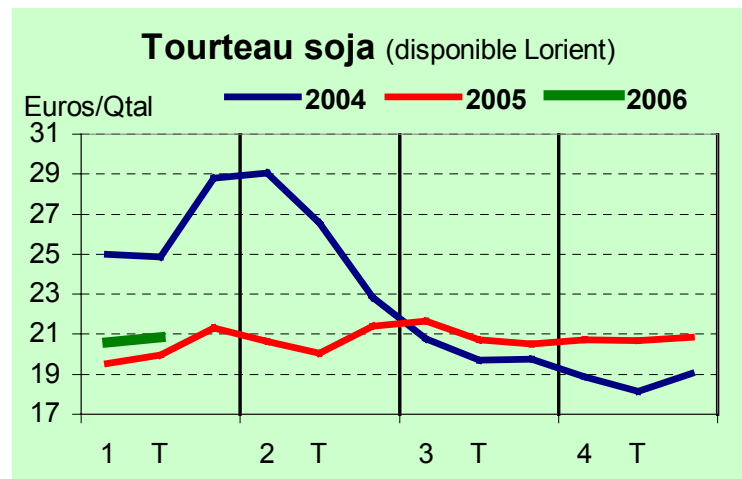


## ● Tourteau de soja : Tassement des cours

Les cours de la graine de soja à Chicago sur le marché à terme sont stables. Suite à une appréciation du dollar, les prix en euros affichent une hausse.

Les cours se tassent suite aux précipitations en Amérique du Sud, et au stock de fin de campagne de soja aux États-unis qui est le double de l'an dernier, soit 15 MT. Mais le potentiel de récolte risquerait d'être amputé au Brésil suite au manque d'eau observé depuis le début des semis.

Les vendeurs sont prudents face aux divergences d'estimations de volumes. La détérioration des perspectives de récoltes rend le marché sensible.

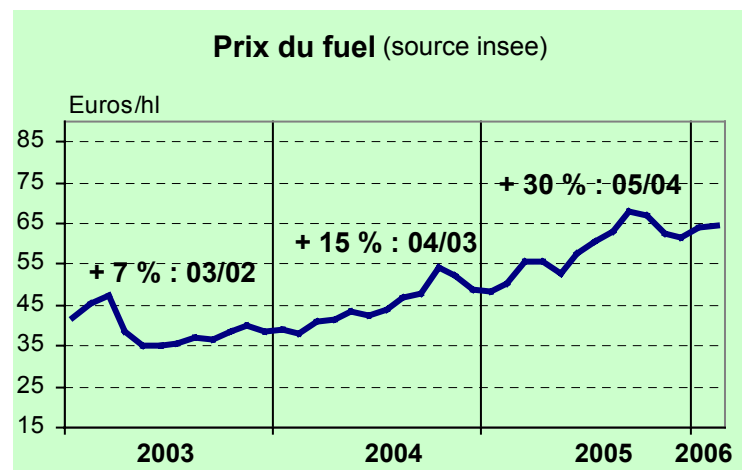


## ● Produits pétroliers : + 60 % en 4 ans

Les cours du fuel ont de nouveau progressé pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive.

Les cours du Brent ont encore augmenté de 8 %. De fait, cette nouvelle hausse devrait se répercuter sur le prix du fuel domestique.

Les tensions géopolitiques liées aux déclarations de l'Iran (4<sup>ème</sup> producteur mondial de pétrole) par rapport à son attention de réduire son offre sur le marché conduit à favoriser la hausse des cours, du moins sur les marchés à terme.



# Politique Agricole Commune

Un trimestre d'actualité à Bruxelles

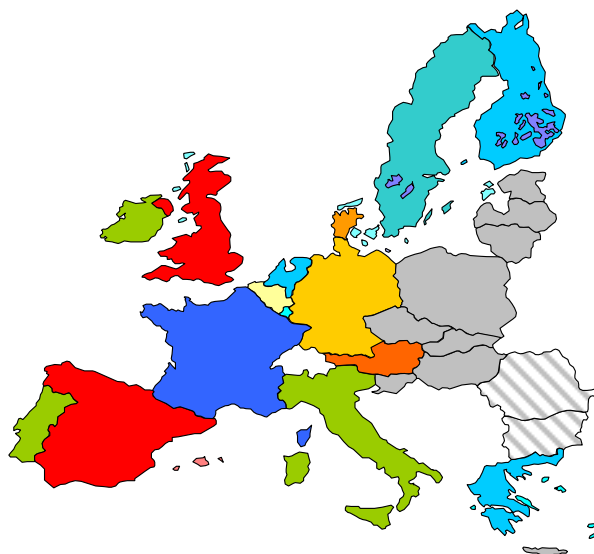
## ◀ Biocarburants : Vers une obligation ?

La Commission Européenne invite instamment les Etats membres à **mettre en œuvre la directive sur les biocarburants**. Cette dernière fixe le pourcentage de biocarburants dans le marché de l'essence et du diesel à 2 % pour 2004 et 5,75 % pour 2010. Or, celui-ci n'était que de 0,6 % en 2003, et inférieur à 1 % en 2004. La Commission a, ainsi, adressé un avis motivé à **l'Italie** et une lettre de mise en demeure au **Danemark** et au **Luxembourg**.

**La France**, pour sa part, a décidé d'anticiper sur le calendrier de la Commission.

## ◀ DPU : vers un prélèvement de 3 % pour la réserve nationale

Selon les premières estimations du Ministère de l'Agriculture française, les besoins de la réserve nationale de DPU dépassent 3 % de la valeur des DPU si on ajoute les programmes spécifiques aux agriculteurs prioritaires (installation, investissement, circonstances exceptionnelles)



## ◀ Budget européen 2007-2013 : accord du Parlement européen

Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à **un accord sur les perspectives financières 2007-2013**. Le cadre financier arrêté par le Conseil en décembre 2005 était subordonné à un accord interinstitutionnel.

**4 milliards d'euros supplémentaires** seront alloués à des programmes liés à la stratégie de Lisbonne, comme la **recherche, l'innovation ou les réseaux trans-européens**, ou à celles de **préservation et de gestion des ressources naturelles** : Life+ et Natura 2000. Cet accord ne modifie en rien les moyens octroyés au **premier pilier et au second pilier de la PAC**. Le Parlement européen a levé son opposition à la modulation optionnelle de 20 % qui figure dans l'accord. Le second pilier de la PAC est le grand perdant. Le budget alloué à France serait réduit de 26 % par rapport à 2000-2006, y compris les fonds issus de la modulation.

## ◀ Grippe aviaire : la Commission assouplit sa position

Suite à la pression de plusieurs États membres, la Commission européenne envisage d'ouvrir la possibilité **d'attribuer des aides communautaires** aux secteurs des œufs et de la volaille.

Adoptée probablement fin avril, cette proposition permettra au budget européen de participer à **hauteur de 50%** au financement de **mesures de soutien**, pour tenir compte « de graves perturbations du marché résultant d'une perte de confiance du consommateur due à des risques pour la santé publique ou animale ».

## ◀ Initiative française sur l'avenir de la PAC

Le Mémorandum français sur la mise en œuvre et l'avenir de la PAC présenté au Conseil de l'UE mi-mars a été soutenu par 10 pays de l'UE à 25. Trois idées sont développées : accompagner la mise en œuvre de la PAC, conserver la préférence communautaire, et maintenir le caractère communautaire de la PAC.

## Organisation Mondiale du Commerce

La conférence interministérielle de décembre 2005 à Hong-Kong des 148 pays membres de l'OMC a confirmé un certain nombre de points déjà évoqués sur le volet agricole du cycle de Doha. Ainsi la déclaration finale fait état de

- la concurrence à l'exportation : suppression des restitutions à l'échéance de 2013.
- sur le soutien interne, confirmation de l'approche étagée, et de l'absence probable de remise en cause de la boîte verte, pivot de la réforme de la PAC avec le découplage.
- sur l'accès au marché, volet le plus sensible pour l'agriculture européenne, les négociateurs se sont entendus sur une approche étagée en 4 bandes. Il reste de nombreux points à négocier (bornes des bandes, niveaux de réduction des droits par bandes, nombre de produits sensibles, clause de sauvegarde spéciale...).

Depuis décembre, les progrès enregistrés sont très limités et l'échéance du 30 avril fixée à HongKong, ne sera sans doute pas respectée. L'objectif reste toutefois de parvenir à un accord global pour la fin 2006.